

20.1 Commerce

En 2016, la situation des secteurs du **commerce** continue de s'améliorer, tirant profit du regain de la demande intérieure. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages accélère nettement en ligne avec leur pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises accélère également. En revanche, les exportations ralentissent fortement.

L'année 2016 est particulièrement favorable au **commerce** et à la **réparation automobile**, dont l'activité accélère franchement (+ 6,6 %, après + 3,3 %). Comme en 2015, le dynamisme de l'activité est essentiellement imputable aux ventes du commerce automobile. Les achats de voitures neuves progressent fortement en France, comme dans l'ensemble des autres pays européens. Les immatriculations de véhicules utilitaires légers bondissent (+ 8,1 %). Comme en 2015, les constructeurs de groupes étrangers tirent davantage parti de la progression des ventes de voitures particulières neuves ; leur part de marché atteint 46,5 %. Contrairement à 2015, les autres secteurs du commerce et de la réparation d'automobiles sont dynamiques : après avoir reculé, les ventes d'entretien-réparation et les ventes du commerce de détail d'équipements automobiles augmentent.

En 2016, les ventes du **commerce de détail** décélèrent en volume (+ 1,5 %, après + 2,3 %). Les prix des marchandises vendues au détail diminuent pour la troisième année consécutive mais moins qu'en 2014 et 2015. Les grandes surfaces alimentaires et les **grands magasins** subissent un ralentissement marqué

de leur activité. À l'opposé, l'alimentaire spécialisé et l'**artisanat commercial** sont très dynamiques. Dans son ensemble, le commerce non alimentaire est bien orienté, mais les disparités entre secteurs s'accroissent en 2016. Le commerce hors magasin connaît une progression en volume très marquée en 2016 comme en 2015 (+ 8,1 %, après + 11,5 %) sous l'effet du développement de la vente à distance portée par le e-commerce.

Dans le **commerce de gros**, les ventes en volume accélèrent dans la majorité des secteurs. La croissance de l'activité des **intermédiaires** s'amplifie encore en 2016. Les ventes des grossistes en produits domestiques accélèrent nettement, bénéficiant de la hausse de la consommation des ménages. Comme en 2015, les ventes en gros de biens d'équipement profitent de l'accélération de l'investissement des entreprises. En revanche, l'activité se replie fortement pour les grossistes en produits agricoles bruts. De plus, la baisse des prix de ces produits s'accroît en 2016. Les prix des marchandises dans leur ensemble vendues en gros continuent de diminuer.

Dans ce contexte de croissance, l'emploi salarié augmente entre fin 2015 et fin 2016 dans les secteurs du commerce. Environ 3,1 millions de salariés travaillent dans le commerce ; ils représentent 20 % des salariés des secteurs principalement marchands. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et près d'un tiers dans le commerce de gros. ■

Définitions

Commerce de détail : consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité de commerce de détail peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client.

Commerce de gros : consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, à des utilisateurs professionnels ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues.

Artisanat commercial, commerce, commerce et réparation d'automobiles, grand magasin, hypermarché, intermédiaires du commerce de gros, supermarché : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2016 », *Document de travail* E2017/08, Insee, décembre 2017.
- « Fleuristes, jardinerie, animaleries : des commerces dynamiques », *Insee Focus* n° 98, novembre 2017.
- « Les points de vente du commerce de détail – Un dixième des magasins réalise deux tiers du chiffre d'affaires », *Insee Première* n° 1668, septembre 2017.
- « Le commerce en 2016 – La reprise amorcée en 2014 ne se dément pas », *Insee Première* n° 1655, juin 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Parts de marché du commerce de détail selon la forme de vente

en % de la valeur TTC

	Produits alimentaires (hors tabac)		Produits non alimentaires	
	2015 (r)	2016 (p)	2015 (r)	2016 (p)
Alimentation spécialisée ¹	18,8	19,6	0,9	1,0
Boulangeries-pâtisseries	7,0	7,3		
Boucheries-charcuteries	4,8	4,8		
Autres magasins d'alim. spécialisée	7,0	7,5		
Petites surfaces d'alim. générale et magasins de produits surgelés	7,0	7,1		
Grandes surfaces d'alim. générale	65,6	64,4	15,7	15,0
dont : <i>supermarchés</i>	28,0	27,3	5,6	5,4
<i>hypermarchés</i>	36,9	36,4	9,7	9,2
Grands magasins et autres magasins non alim. non spécialisés	0,1	0,1	2,6	2,6
Magasins non alimentaires spécialisés (y c. pharmacies)	1,0	1,0	57,9	58,1
Carburant	0,2	0,2	3,7	3,6
Pharmacies ²	0,3	0,3	12,6	12,7
Autres	0,5	0,5	41,6	41,9
Commerce hors magasin	6,0	6,3	5,9	6,4
Éventaire et marché	2,3	2,4	0,4	0,4
Vente à distance	2,3	2,5	4,9	5,4
Autres formes	1,5	1,5	0,6	0,6
Commerce de détail et artisanat commercial	98,6	98,6	83,1	83,0
Ventes au détail du com. automobile ³	0,0	0,0	8,9	9,3
Autres ventes au détail ⁴	1,4	1,4	7,9	7,7
Ensemble des ventes au détail	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Y c. artisanat commercial.

2. Pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques.

3. Ne comprend pas les ventes et réparations automobiles, inclut seulement les ventes et réparations de motocycles et les ventes de produits liés à l'automobile.

4. Commerce de gros, prestataires de services et ventes directes des producteurs. Note : l'activité de certaines grandes entreprises peut relever de plusieurs formes de vente : hypermarchés, supermarchés et petites surfaces d'alimentation.

Source : Insee, comptes du commerce - base 2010.

Emploi salarié dans le commerce effectifs en milliers

Au 31 décembre	2000	2005	2016 (p)
Commerce et réparation automobiles	390	401	373
Commerce de gros	996	1 011	960
Commerce de détail ¹	1 526	1 646	1 784
Total	2 912	3 058	3 117

1. Hors activités de réparation.

Champ : France hors Mayotte, hors artisanat commercial.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Activité commerciale selon le secteur d'activité

	Valeur en milliards d'euros	Évolution des ventes en volume en %	
	2016 (p)	15/14 (r)	16/15 (p)
Commerce de détail¹	502,1	2,3	1,5
Alimentation spéc. et artisanat comm.	49,2	3,5	4,6
Petites surf. d'alim. gén. et mag. de prod. surg.	15,5	-0,6	2,8
Grandes surfaces d'alim. générale	177,2	0,4	-1,1
Grands mag. et autres mag. non alim. non spéc.	9,5	7,7	-0,1
Magasins non alim. spécialisés (y c. pharmacie)	215,7	2,4	2,0
Carburants	13,0	-0,6	-0,1
Technologie de l'info. et de la comm.	8,2	0,2	6,6
Équipement du foyer	49,2	2,4	3,8
Culture, loisirs	24,2	2,0	1,9
Autres comm. de détail en magasin spéc.	120,9	3,1	1,2
Habille-ment-chaussures	35,4	-0,9	-2,3
Autres équip. de la personne	20,0	3,7	1,1
Pharmacies, articles médicaux et orthop.	45,6	9,0	3,8
Autres magasins spécialisés	20,0	-2,5	1,9
Commerce hors magasin	35,0	11,5	8,1
Comm. et réparation automobiles¹	116,2	3,6	6,6
Comm. de véhicules automobiles	83,9	6,2	7,6
Entretien et réparation automobile	20,2	-1,0	4,3
Comm. de gros d'équip. automobiles	1,3	0,4	3,0
Comm. de détail d'équip. automobiles	7,9	-5,9	3,8
Comm. et réparation de motocycles	2,8	-4,4	3,9
Commerce de gros³	608,9	0,9	1,9
Produits agricoles bruts	59,7	4,1	-1,8
Produits alim., de boissons et de tabac	134,4	1,5	1,7
Biens domestiques	145,1	0,4	2,8
Équipements de l'info. et de la comm.	45,8	7,1	4,6
Autres équipements industriels	84,3	0,1	1,6
Autres commerces de gros spécialisés	116,9	-1,7	1,8
Intermédiaires du commerce	119,7	2,3	3,0

1. Ventes de marchandises TTC.

2. Ventes de marchandises au détail y c. ventes de l'artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries.

3. Ventes de marchandises HT ; y c. secteurs du commerce de gros de produits divers.

Note : répartition par secteur d'établissement pour le commerce de détail et le commerce et réparation d'automobiles, répartition par secteur d'entreprise pour le commerce de gros.

Source : Insee, comptes du commerce - base 2010.

Chiffre d'affaires du commerce selon le secteur d'activité au sein de l'UE en 2016

en milliards d'euros

Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total
Allemagne	253,3	1 146,1	539,8	1 939,2	Lettonie	2,0	17,1	7,0	26,1
Autriche	33,9	140,8	64,7	239,4	Lituanie	3,3	19,1	9,9	32,3
Belgique	94,3	263,0	97,4	454,7	Luxembourg	4,0	63,1	12,0	79,1
Bulgarie	4,0	36,6	14,1	54,8	Malte ¹	0,5	4,7	2,5	7,7
Chypre	0,8	5,0	5,3	11,1	Pays-Bas	66,4	444,6	109,9	621,0
Croatie	3,4	15,2	12,8	31,3	Pologne	39,5	199,7	110,3	349,6
Danemark	22,0	111,7	43,5	177,1	Portugal	18,8	62,4	46,3	127,5
Espagne	79,4	421,0	224,6	725,0	Rép. tchèque	19,4	83,0	37,6	140,0
Estonie	3,0	12,7	6,4	22,1	Roumanie	9,7	60,4	41,4	111,4
Finlande	16,5	61,9	37,4	115,7	Royaume-Uni	234,4	721,5	462,1	1 418,0
France	175,4	832,3	442,1	1 449,8	Slovaquie	6,2	28,9	19,4	54,5
Grèce ¹	5,9	54,6	41,5	102,1	Slovénie	5,4	13,2	12,5	31,1
Hongrie	11,7	48,1	28,7	88,5	Suède	46,9	157,9	75,6	280,4
Irlande	18,3	100,7	36,2	155,2	UE¹	1 221,6	5 937,9	2 915,6	10 075,1
Italie	128,4	580,5	312,9	1 021,8					

1. Données 2015. Note : données 2016 provisoires ; données selon la Nace rév. 2.

Source : Eurostat (extraction du 5 décembre 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

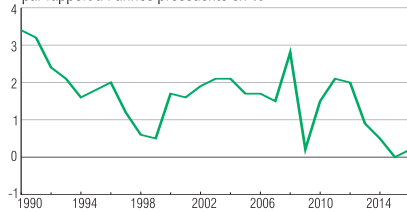
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales